



CONTRIBUTION DE L'AEIDL À L'OCCASION DE SES 25 ANS

# Repenser le **projet européen** à partir des **citoyens** et des **territoires**

## **L'AEIDL, 25 ans au service d'une Europe plus proche des citoyens**

L'Association européenne pour l'information sur le développement local (AEIDL) a été fondée en 1988 par des femmes et des hommes convaincus que la construction européenne pouvait contribuer de manière significative à l'épanouissement des individus, des initiatives, des territoires. Elle se fixait pour objectif de contribuer à une Europe plus proche des citoyens, riche des échanges entre tous ceux qui, au niveau local, souhaitaient ouvrir de nouvelles perspectives de développement.

Au cours de ces 25 années, l'AEIDL a vécu diverses étapes significatives de la construction européenne, marquées par cette recherche du difficile équilibre souhaité par Jacques Delors: «la compétition qui stimule, la coopération qui renforce, la solidarité qui unit».

Depuis sa création, l'AEIDL a été partie prenante de multiples politiques mises en place par l'Europe, avec pour missions l'appui aux initiatives locales, les échanges d'expériences et la communication entre territoires de l'Union européenne, l'identification de bonnes pratiques, le renforcement des capacités des acteurs locaux, leur mise en réseau, l'appui à la coopération, la capitalisation et la diffusion des enseignements, l'évaluation des résultats.

Pour ne citer que quelques unes de ces politiques, ce furent à travers le temps, les Initiatives locales de développement et d'emploi (ILDE), les Carrefours ruraux, les Pactes territoriaux pour l'emploi, les politiques de développement rural, dont l'Initiative communautaire LEADER, sa déclinaison pour les zones dépendantes de la pêche (FARNET), l'Initiative communautaire EQUAL, de multiples programmes de coopération, les initiatives de développement urbain (URBAN, URBACT), le programme environnemental LIFE, la contribution du développement local aux politiques de cohésion, le rôle des entreprises sociales et de l'économie sociale et solidaire, etc.

A travers ces multiples programmes, c'est une Europe chaleureuse, généreuse, imaginative, solidaire et novatrice que les citoyens ont découvert et ont aimée: que de fierté pour des multitudes d'acteurs locaux, de porteurs de projet, de bénéficiaire du soutien de l'UE, de pouvoir partager leurs pratiques et leur expériences avec d'autres européens, de se sentir partie prenante de la construction d'un espace unique au monde par son extrême diversité et la richesse de ses cultures !

## **Cohésion économique, sociale et...territoriale**

En 1986, l'Acte unique (en réponse à l'euroscpticisme suscité par la crise pétrolière et la restructuration massive de pans entiers du tissu industriel - charbonnages, acier, construction navale, textile) avait fait de la «cohésion économique et sociale» une nouvelle compétence de la Communauté, concrètement traduite dans un doublement des fonds structurels en 1988 et leur concentration sur les régions les moins favorisées.

La dimension territoriale qui est au cœur de l'action de l'AEIDL trouve en 2007 une reconnaissance forte. Avec le Traité de Lisbonne, l'Union européenne se fixe une nouvelle mission: promouvoir, en plus de la cohésion économique et sociale la «cohésion territoriale» afin de mettre à profit les points forts de chacun des territoires de l'Union, pour que ces derniers puissent contribuer au mieux au développement durable et équilibré de l'UE tout entière.

Au-delà des multiples difficultés rencontrées, les résultats ont été au rendez-vous: une transformation sans précédent des pays membres, des infrastructures de qualité construites dans toutes les régions, y compris les plus périphériques, une réduction très forte des inégalités entre pays, une baisse très significative des taux de chômage, un modèle social européen qui avait valeur d'exemple à travers le monde...

Bien évidemment, tout au long de ces années, les tensions et crises tant au sein de l'Europe qu'au niveau mondial n'avaient pas manqué, illustrant la fragilité de notre modèle économique. La mondialisation s'accompagnait de dérégulations massives avec pour mythe la capacité du «tout marché»<sup>1</sup> à résoudre les problématiques du développement de la planète.

La croissance restait cependant présente dans nos sociétés occidentales, nous faisant oublier qu'elle se nourrissait pour une grande part des dérèglements qu'elle suscitait, des inégalités sociales, d'une atteinte croissante aux ressources naturelles et qu'elle avait un impact alors insoupçonné sur le changement climatique. Et pourtant, les signaux d'alerte n'avaient pas manqué: rappelons par exemple les avertissements du Club de Rome dès le début des années 1970, ou plus récemment ceux d'Al Gore, prix Nobel de la Paix en 2007 pour sa lutte contre le réchauffement climatique.

## **Mondialisation mal maîtrisée et fragilités de la construction européenne**

La crise des «subprimes» déclenchée par la faillite de la banque américaine Lehman-Brothers en 2008, puis celle des dettes souveraines marquent une rupture majeure. Une troisième crise de plus longue durée s'est approfondie: la crise écologique, à laquelle la récession, les égoïsmes nationaux et les conservatismes ont éludé les réponses et les propositions de politiques de transition

Une mondialisation mal maîtrisée, des répartitions de richesse de plus en plus inéquitables, un système financier sans contrôle ayant conduit à toutes les dérives, une spéculation immobilière créant des croissances artificielles ont conduit à une situation sans précédent depuis celle des années 30.

Cette situation a été renforcée par la fragilité de la construction européenne, sa difficulté à choisir entre approfondissement et élargissement, entre «grand marché» et véritables politiques communes. Des politiques ambitieuses comme par exemple la monnaie unique ont été créés sans, à ce moment là, les instruments de gouvernance adéquats.

---

*1 A partir des années 1980, le «consensus de Washington» sert de base aux interventions des grands organismes internationaux. Il prône notamment la libéralisation des échanges et des finances, la privatisation des entreprises publiques, la dérégulation.*

De manière générale, l'Europe souffre de mécanismes de décision difficiles à comprendre pour un grand nombre de citoyens. Même si des avancées majeures ont eu lieu, avec en particulier le rôle renforcée du Parlement européen, l'UE est perçue comme d'autant plus lointaine par le citoyen européen, que dans la plupart des pays, la tentation est d'imputer à «Bruxelles» tout ce qui dysfonctionne !

L'Europe que nous aimons est en péril: explosion du chômage, hausse des précarités, dumping social et environnemental, perte de confiance des citoyens dans la capacité d'agir des institutions qu'elles soient nationales ou européennes, replis sur soi dangereux, montée des populismes, tentation du protectionnisme.

## **Des mutations sans précédent**

Le monde a changé, non pas aux marges, mais de façon radicale et, comme le disait Albert Einstein, «on ne peut résoudre les problèmes d'aujourd'hui avec des solutions d'hier».

L'Europe est engagée dans des mutations fondamentales liées à la globalisation des échanges et des informations, à l'émergence de nouveaux rapports de force au niveau mondial, à des défis écologiques sans précédent: changements climatiques majeurs, perte de biodiversité.

En mars 2010, la Commission européenne a présenté sa nouvelle stratégie sur dix ans, destinée à relancer l'économie européenne. Intitulée «Europe 2020», elle vise à développer une croissance «intelligente, durable et inclusive».

Au vu du marasme dans lequel semble s'inscrire la plus grande partie du continent, ces objectifs apparaissent bien ambitieux, et constituent de redoutables défis:

- alors que des pans entiers de l'économie européenne sont sinistrés, que de multiples territoires sont vidés de leurs activités économiques;
- alors que les enjeux liés à la transition écologique et au changement climatique sont encore si peu pris en compte, et alors que la biodiversité se réduit dangereusement;
- alors que le chômage touche plus de 11% de la population active européenne, plus de 50% des jeunes de moins de 25 ans en Espagne et plus de 60% en Grèce... En 2011, selon les chiffres d'Eurostat, 27% des enfants de moins de 18 ans étaient exposés au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, cette proportion s'élevant à 52% en Bulgarie, 49% en Roumanie, ou encore 38% en Irlande. En 2012, plus de 114 millions de personnes (25% de la population) étaient menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale;
- alors surtout que la croissance annoncée est sans cesse reportée.

## **Mobiliser «intelligence, durabilité et inclusion» pour rechercher de nouvelles voies**

En l'absence dans des échéances proches d'une croissance soutenue, Le temps n'est il pas venu de mobiliser «intelligence, durabilité et inclusion» pour rechercher de nouvelles voies?

Les mouvements de pensée dans ce domaine ne manquent pas. Pour autant, ils restent relativement marginaux par rapport aux idées dominantes, ils sont certainement insuffisants par rapport aux défis qui sont face à nous.

Dans les années 1970, Ignacy Sachs avait introduit le concept d'«écodéveloppement», le livre *«The Limits to Growth»* était publié à la demande du Club de Rome et Paul Schumacher mettait en valeur *«Small is Beautiful»*.

En 1995, James Rifkin écrivait dans son livre *«La fin du travail»*: «Il faut annoncer la transition vers une économie post-marchande, définir de nouvelles formes d'activité et de nouveaux modes de distribution des revenus. Cela suppose d'agir vigoureusement dans deux directions: celle de la réduction du temps de travail et celle du développement du «troisième secteur», dans lequel les gens s'auto-organisent en communautés assumant une proportion croissante des services dont ils ont besoin».

Aujourd'hui, de nouveaux concepts sont apparus, certains parlent de «prospérité sans croissance», d'autres de «sobriété heureuse», d'autres de «Transition Initiatives».

Joseph E. Stiglitz, quant à lui, alerte les Européens régulièrement des dégâts causés par la libéralisation à outrance et par la croissante inégalité des revenus; il insiste sur l'inefficacité des politiques d'austérité qui conduisent l'Europe au suicide et sur la nécessité de rechercher des alternatives.

*«Il y a un grave danger à laisser monter sans rien faire la pauvreté, le chômage et les discours xénophobes»*, nous dit Michael D. Higgins, président de la République d'Irlande.

Et, comment ne pas s'associer aux conclusions du Forum social mondial («Un autre monde est possible») qui s'est déroulé du 26 au 30 mars 2013 à Tunis, même si évidemment tout ceci peut paraître bien utopique?

*«L'assemblée souhaite que les acteurs de la société civile articulent au mieux leurs actions pour que l'ensemble des habitants de la planète recouvrent leurs droits et substituent à un système économique fondé sur l'égoïsme individuel, la prédation des ressources, la compétition, la domination masculine et la guerre, une économie de la fraternité, la sobriété, la coopération et la paix entre tous les humains.»<sup>2</sup>*

Tout simplement, comment donner des raisons d'espérer aux jeunes de 18 à 30 ans qui sont les plus affectés par la contraction des économies, la montée des ostracismes, les égoïsmes cyniques?

## **Des initiatives citoyennes, porteuses d'espoir**

Sur le terrain, face à la crise, face à l'épuisement des modèles, au désenchantement par rapport à des changements qui ne se produisent pas, des initiatives fragiles apparaissent et sont porteuses d'espoir:

- les «circuits courts» se développent pour mettre en relation agriculteurs, pêcheurs et leurs clients de proximité;
- des systèmes d'échanges locaux, de troc, de monnaies locales, de banques du temps voient le jour;
- des réseaux d'entrepreneurs se mettent en place afin de favoriser les interrelations, promouvoir les échanges de proximité, constituer des masses critiques pour affronter de nouveaux marchés;
- dans le cadre de politiques volontaristes de «responsabilité sociale et environnementale», les entreprises s'impliquent pour agir contre les exclusions, et s'impliquer dans la résolution de problèmes environnementaux;
- par l'intermédiaire des réseaux sociaux, de nouveaux types d'échanges se créent, des solidarités s'expriment, des mobilisations s'organisent;

---

<sup>2</sup> <http://www.fsm2013.org/fr/node/12978>

- de nouvelles formes d'entrepreneuriat apparaissent et se développent: entreprises sociales, citoyennes, coopératives, entreprises en réseau, et la Commission européenne, notamment à travers son Initiative pour l'Entrepreneuriat social, souhaite participer à la création d'un environnement favorable au développement de l'économie sociale et solidaire en Europe;
- des innovations sociales dans de nombreux domaines, promues depuis le niveau local, mais dans le cadre de dispositifs d'appui aux niveaux européen, national ou régional;
- les citoyens se mobilisent pour accompagner ces initiatives: par exemple, sur le plan financier depuis les systèmes de tontine, jusqu'au «business angels» en passant par le «crowd funding»;
- des municipalités, des associations locales, des réseaux («slow cities», «cool cities»...) s'engagent pour promouvoir des «villes ou territoires en transition»: plans climat locaux, plans d'action énergie, éco-villages, éco-quartiers, «relocalisation» d'activités économiques.

Proximité, transition énergétique, nouvelles formes de gouvernances caractérisent pour l'essentiel ces initiatives. Elles naissent portées par des groupes de citoyens à la recherche d'alternatives, bien souvent à l'écart des institutions, qu'elles soient locales, régionales, nationales ou européennes. Par la suite, elles se développent, pour un grand nombre d'entre elles, grâce au soutien des politiques notamment européennes.

## **Contribuer à l'écoute de ce qui émerge et mettre en réseau**

Les changements radicaux ou les formes de transition ou de ré-aiguillage des politiques, générés par l'indispensable transition énergétique, l'urgence des actions climat, le devoir de sauvegarde des générations futures, la nécessité de nouveaux partages du travail, la «responsabilité sociale et environnementale» pour tous, l'invention de nouveaux modèles locaux de développement autour de la «sobriété heureuse et volontaire» ouvrent de larges choix pour l'initiative citoyenne.

Consciente de ces défis, l'ambition de l'AEIDL est de contribuer à l'écoute de ce qui émerge au niveau des territoires et au sein de la société civile, à déchiffrer les signes avant-coureurs de l'innovation sociale, à faire le tri entre les indignations légitimes, les colères désespérées, exploitées trop souvent par les populismes de tous bords, et les inventions au quotidien de nouvelles valeurs collectives.

En facilitant les rencontres et les interrelations, au sein des territoires, entre territoires, entre territoires et niveaux régional, national, européen, international, elle est de contribuer la co-construction citoyenne de nouvelles pratiques, de nouvelles politiques publiques, de nouveaux outils à mettre à disposition de ceux qui ont compris que les changements attendus ne sont pas des simples aménagements de l'existant mais des innovations venues d'un ailleurs conceptuel, idéologique et politique à inventer.

Elle est d'être à l'écoute des «signaux faibles», mais porteurs d'espérance, de toutes celles et ceux qui, au cœur et à la périphérie des territoires, des institutions, élaborent dans la difficulté de nouvelles réponses aux besoins.

Repérer des pratiques, encore marginales, peut-être éphémères, peut-être prémonitoires, les faire connaître, les mettre en réseau, en tirer des enseignements, s'inscrire dans un cercle vertueux, porteur de solutions et d'espoirs.

Elle est de contribuer à la mise en place de réseaux de centre de ressources, permettant d'identifier, répertorier, diffuser les nouveaux savoir-faire nécessaires à la réussite de cette gigantesque mutation de nos sociétés.

## Refonder le projet européen à partir des citoyens, des coopérations entre acteurs et entre territoires

Notre conviction est que l'approche locale, l'implication citoyenne, l'innovation et l'expérimentation sociale, l'identification et le respect des biens communs, la solidarité entre territoires d'ici et d'ailleurs, l'invention de nouveaux modes de gouvernance multi-niveaux et multi-acteurs, peuvent contribuer au renouveau de l'Europe que nous aimons: riche de la diversité de ses paysages, de ses populations, de ses cultures, ouverte au monde, à la recherche de nouveaux équilibres économiques et sociaux.

25 années d'expérience en matière de développement local nous ont beaucoup appris sur l'inventivité des populations quand acteurs publics, acteurs privés, acteurs de la société, ensemble, se mettent à l'écoute de ce qui bouge sur leur territoire et essaient d'apporter ensemble des réponses aux problèmes posés en vue de construire localement un monde meilleur.

L'enjeu aujourd'hui face à une mutation sans précédent, face à cette impérative nécessité de réinventer l'avenir est de redonner capacité d'agir et espoir, d'être à l'écoute des «Indignés» et de ceux qui se taisent faute d'espoir, d'accompagner les initiatives, de mettre en réseau tous ceux qui sont susceptibles d'innover.

Il est de promouvoir l'engagement citoyen, de soutenir et encourager tous ceux - acteurs privés et publics, tiers secteur - qui, au niveau local, s'impliquent dans l'ouverture de nouvelles perspectives: projets de territoire, économie et entrepreneuriat social et solidaire, développement alternatif et valorisation des ressources locales, système d'échanges locaux, plans climat locaux...

Il est de contribuer à un renouveau de la démocratie locale et de la capacité des populations à se réappropriier son avenir.

Il est de donner toute chance de réussite à toutes les politiques et dispositions susceptibles de promouvoir la créativité des citoyens et des territoires, et en particulier au «développement local mené par les acteurs locaux» pour employer la terminologie désormais utilisée par les institutions européennes.

Il est d'encourager et faciliter les synergies et coopérations entre acteurs aux niveaux local, régional, national, européen, international, pour enrichir les réflexions collectives et construire progressivement les outils de la transition écologique et socio-économique et de la construction de nouvelles solidarités.

Il est d'expérimenter ces démarches novatrices dans tous les territoires - ruraux, urbains, littoraux, périurbains - où des groupes de citoyens, des acteurs publics et privés, sont susceptibles de porter des projets novateurs.

Il est de parier sur la culture, sur l'intelligence des populations et des territoires pour relever les défis économiques, écologiques et sociétaux qui nous font face, et pour contribuer à refonder le projet européen.

**19 février 2014**

